

Extrait du discours de principe de Jean-Claude REDING* au Congrès OGBL 2004



« [...] Ces 20 dernières années notre monde a par ailleurs été fortement influencé par la mondialisation de l'économie, phénomène que l'on ne saurait simplement qualifier de commerce mondial en expansion ; au cours de son histoire, l'économie mondiale a déjà connu des périodes de boom conjoncturel – ce fut le cas notamment avant la première guerre mondiale. [...] Résultat de cette évolution qui remet en question le rôle régulateur des Etats et suit une logique de marché unilatérale : nous découvrons comment la logique du profit s'impose aux dépens des hommes et de leur environnement.

La mondialisation offre toutefois des opportunités de développement et, finalement, l'utopie d'un monde uni, pacifique et démocratique, dans lequel les hommes seront solidaires entre eux, dans lequel ils pourront discuter, se parler et travailler ensemble est en soi une utopie positive, un objectif servant lui aussi le principe de la

solidarité internationale. Mais il faut pour cela réorienter de toute urgence la mondialisation, lui donner une dimension sociale, l'adapter aux impératifs du développement durable. En d'autres mots, nous devons défendre le concept d'une mondialisation juste et équitable, qui intègre les intérêts d'ordre économique, social et écologique aux niveaux local, régional, national et mondial, qui respecte les droits de l'Homme, qui respecte l'identité culturelle des peuples, qui respecte les droits démocratiques et les règles du jeu démocratique. Nous avons besoin d'un ordre économique mondial qui repose sur des règles équitables, susceptibles de garantir la justice sociale et de promouvoir la solidarité, des règles qui garantissent l'obligation pour tous les acteurs économiques, y compris les grands groupes, les fonds d'investissement, les commerçants et les acteurs financiers, de rendre compte de leurs activités. La responsabilité sociale ne saurait être un simple instrument de marketing, un slogan publicitaire, mais doit au contraire être instituée en directive contraignante dont toute violation devra être sanctionnée. En conséquence, la Confédération internationale des syndicats libres revendique une réforme en profondeur de l'Organisation mondiale du commerce et du Fonds monétaire international, de même qu'un renforcement de l'Organisation internationale du Travail et des organismes des NU tels que l'Organisation mondiale de la Santé, l'UNESCO, etc. Tant que la mondialisation n'aura pas acquis une dimension sociale, l'OGBL poursuivra son action aux côtés des critiques et des opposants à la mondialisation. Nous ferons pression sur le politique et l'économique avec tous les moyens dont nous disposons afin que le Luxembourg s'engage lui aussi pour une mondialisation équitable. [...] »

**) extrait du discours de principe de Jean-Claude REDING au Congrès de l'OGBL 2004*